

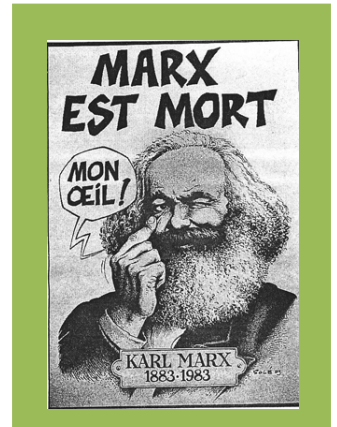
MARXOPHILES

N°4 bis nov/déc 2016

NIOUSES

CHOIX DU CANDIDAT pour la PRESIDENTIELLE :
Un candidat communiste

AMBROISE CROIZAT ?



Avec tout ce que le Parti communiste a apporté au peuple français, faudrait-il passer sous silence cet apport immense pour cause de tactique électorale, au lieu de s'en servir en le faisant connaître :

- la Sécurité sociale, les retraites par répartition (Ambroise Croizat)
- EDF, GDF, (Marcel Paul)
- le CEA (Frédéric Joliot-Curie)
- le CNRS (Henri Wallon)
- le droit de vote des femmes (Fernand Grenier)
- Le Statut de la Fonction Publique (Maurice Thorez) ?

LA SECURITE SOCIALE

LE FILM DE GILLES PERRET : LA SOCIALE ;

Montrer à la population ce qu'elle peut gagner quand les communistes sont associés au pouvoir ; sans imaginer Ambroise Croizat candidat à titre posthume, un candidat d'aujourd'hui , communiste bien sur, pourrait s'emparer du prestige lié cette immense réalisation.

Et ajouter toutes les conquêtes de la Libération : EDF, GDF, +

Imbibés d'effacement, quand on se cache, on capitule. Avec MITTERRAND, et pour beaucoup d'élections où le raisonnement s'abritait derrière « le couteau entre les dents » et l'effroi supposé de l'électorat pour laisser la place à un PS ou autre.

Comment peut-on envisager de s'effacer, et s'effacer encore ? La peur ?

Le Parti des fusillés devient le Parti des effacés ?

Les communistes qui ont résisté aux allemands, ont-ils eu peur ?

A ceux qui agitent la peur de Voter contre le Pen ? on l'a déjà fait, en votant Chirac.

Mais on peut quand même faire mieux, non ?

Mais pas en choisissant MELANCHON ?

Il est pour la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu ! Ce serait l'équivalent d'une mutuelle ; les gens se paient eux-mêmes leur Sécu ! les entreprises exonérées de la protection sociale ! Alors que c'est dans l'entreprise que se créent les richesses. En 2014 : répartition des profits : 300 milliards pour les actionnaires, 150 milliards pour la protection sociale, en nationalisant on peut faire 450 milliards pour la Sécu et la Retraite ! Il faut savoir ce que l'on veut.

Avec Mélanchon, le capital peut dormir tranquille ;

A Chambéry, l'autre jour, toujours l'oubli des nationalisations ; l'idée à peine esquissée pour Ecopla .

Et comme en 2012 , jamais le mot nationalisation pour les entreprises à proximité des lieux de ses meetings : Villeurbanne : Renault-Trucks, ex-Berliet, Clermont-Ferrand : Michelin, Besançon : Peugeot Sochaux, Paris-Bastille : Bouygues, Dassault, le marchand d'armes, Bolloré, qui exploite des deux côtés de la Méditerranée, Bettencourt, Arnault, etc...

Toutes les précisions dans le texte joint ; c'est encore en dessous de l'« Humain d'abord » qui lui-même était encore en dessous du Programme Commun, qui lui, était insuffisant pour en finir avec le capitalisme.

Parce que le problème il est là ; on s'appelle Communistes, mais on ne sait pas trop ce que l'on veut, faire semblant ou aller au but une bonne fois : une société sans classe, en nationalisant l'économie ?

Arrêter de s'arrêter « au réalisme », « au bon sens », « à la mesure » et toute une kyrielle d'objections entendues depuis des lustres, pour aboutir à ce que rien ne change, ou à la marge.

Quant aux dirigeants, eux, ce qu'ils veulent c'est la disparition pure et simple, comme en Italie.

Les militants français doivent être plus vaillants que les militants italiens, qui n'ont pas eu la capacité idéologique de mettre leurs dirigeants sur la touche ou même à la porte : les d'Alema, Ingrao, Napolitano (le communiste préféré de Kissinger !) et consorts.

Un problème de carrière, et de financement. Le PCF vit , entre autre, de la subvention gouvernementale et de celle du PGE versée par l'Europe. Peut-être à prendre en compte dans la réflexion, un élément comme un autre. Ou pire qu'un autre.

FAIRE DISPARAÎTRE LE PCF : leur obstination depuis 30 ans :

FITERMAN trouvait que l'on allait jamais assez loin, qu'il fallait s'ouvrir, :

Aller où, ouvrir quoi ? jamais il ne précisait.

Fiterman, on comprend mieux, aujourd'hui, il est au Parti Socialiste !

D'autres ont pris la relève :

Cohen-Seat trouvait trop lourdes nos valises de plomb.

On a tellement ouvert, que le courant d'air a emporté la plupart des militant-e-s,; il serait temps de refermer la fenêtre !

Melanchon a été mis sur orbite par l'équipe de MG Buffet , effrayée par sa débâcle aux présidentielles précédentes , avec ses collectifs anti-libéraux.

Un spécialiste du verbe : les grands mots, les belles phrases, hardi petit !

« gavage des riches » « l'ère du peuple qui doit commencer »

Des titres ronflants : la règle verte ; ne pas épuiser les ressources naturelles. Mais il ne commente pas la suite : Qui les pillent, sinon les entreprises capitalistes ? Sans les nationalisations, tout sera toujours remis en cause ou contourné. Le capital sait faire.

les banques ; un pôle public, séparer banques d'affaires et de détail. Peut-on se permettre ce genre de choix, alors que la totalité de l'argent dans les banques doit être possédé par le peuple, et son utilisation décidé par lui .

la tarte à la crème du partage des richesses : un smicard doit partager avec les actionnaires ?

MELANCHON : 12% ; si l'on estime les scores sur un an ou deux, c'était 6% PCF, + 3% NPA + 2% LO , il n'a fait gagner que 1%, pas de quoi pavoiser.

MELANCHON LA France INSOUmise

Un programme qui emprunte à "L'Humain d'abord" mais qui lui tourne le dos

Le programme de la « France insoumise » est parsemé de mesures empruntées aux revendications du mouvement social ou au programme du Front de gauche mais les dispositions structurantes qui donnaient sa crédibilité sociale, économique et politique à L'Humain d'abord sont systématiquement écartées.

Les propositions de la « France insoumise » sont ainsi en net recul par rapport aux objectifs sociaux de L'Humain d'abord :

- la fixation du SMIC à 1 300 euros nets en 2017 remplace les objectifs qui figuraient en 2012 dans L'humain d'abord : 1 700 euros bruts dès 2012, 1 700 euros nets avant 2017. Le PCF propose aujourd'hui 1 800 euros bruts dès 2017 (c'est la revendication de la CGT) et 1 700 euros nets à la fin de la prochaine législature ;

- « Nous agissons pour éradiquer le chômage » : tel était l'engagement de L'Humain d'abord, qui prévoyait, pour y parvenir, la mise en chantier d'un système de sécurité d'emploi et de formation pour tous (proposition, mise aujourd'hui en forme législative, pour laquelle le PCF a décidé de faire campagne). Dans le programme la « France insoumise », s'il est bien question d'« éradiquer la précarité », l'objectif d'éradiquer le chômage est entièrement absent. Même s'il avance des chiffres impressionnants de créations d'emplois pour la transition écologique, emplois dont la création semble survenir spontanément ou automatiquement, Jean-Luc Mélenchon se borne à se placer dans une logique de « plein-emploi », c'est-à-dire du taux de chômage correspondant à la situation où l'économie est considérée comme étant à l'équilibre. Selon la plupart des études empiriques, ce taux de chômage pourrait être de l'ordre de 7 % en France. Comment peut-on parler d'« éradiquer la précarité » avec plus de 2 millions de chômeurs ? Il est vrai que Jean-Luc Mélenchon propose un « droit opposable à l'emploi en faisant de l'État l'employeur en dernier ressort : en cas de chômage de longue durée, l'État doit proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général, dans le cadre d'un service public de l'emploi identifiant clairement chacune des missions ». On reste stupéfait de voir figurer cette proposition dans un programme politique du XXIe siècle. Elle évoque les ateliers nationaux qui conduisirent à l'échec et à la répression du mouvement ouvrier en juin 1848 puis à la perte de la Deuxième République.

Plusieurs mesures de politique économique préconisées par Jean-Luc Mélenchon seraient d'ailleurs de graves obstacles à la réalisation d'un programme de progrès social :

- c'est le cas en particulier de la « transformation de la CSG et de l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'État ». La fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG conduirait à imposer des contribuables jusque-là non-imposables car le premier niveau de la CSG frappe tous les revenus sauf ceux de certaines allocations sociales. Cette idée s'inscrit dans une logique de désresponsabilisation sociale des entreprises et de leur désengagement du financement de la protection sociale. C'est la démarche, déjà largement engagée par Sarkozy puis Hollande, du remplacement des cotisations sociales des entreprises par l'impôt. Un prélèvement fiscal sur les revenus des salariés et citoyens se substituerait au prélèvement sur les profits des entreprises, mettant en cause un des fondements du projet d'Ambroise Croizat. Au contraire, L'Humain d'abord précisait : « loin de toute fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu, nous mettrons en place une nouvelle cotisation sociale sur les revenus financiers afin d'aller vers la suppression de la CSG et l'extinction de toute fiscalisation de la protection sociale » ;

- au chapitre des ruptures avec l'Humain d'abord figure l'abandon de la proposition d'un fonds de développement économique, social et écologique solidaire européen visant à mobiliser la puissance de création monétaire de la Banque centrale européenne pour financer le développement des services publics.

- enfin, en ce qui concerne les objectifs écologiques d'un gouvernement de gauche, l'abandon du nucléaire est acté dans le programme de la « France insoumise » alors qu'il ne figurait pas dans L'humain d'abord. Ce choix, reprenant l'hypothèse irréaliste d'un passage à 100 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2050, conduirait en fait à brûler davantage de combustibles fossiles, comme l'Allemagne a été amenée à le faire avec le charbon. Il priverait la France des moyens de faire face au défi écologique majeur, le réchauffement climatique. En regard de ce renoncement, les discours de Jean-Luc Mélenchon sur l'« écosocialisme » et la planification écologique donnent une impression d'incohérence.

Des logiques contraires à nos objectifs de lutte et de rassemblement pour la transformation sociale

Un trait majeur du programme de la « France insoumise » est l'absence de tout appel à l'intervention populaire pour changer la gestion et les choix stratégiques des entreprises. C'est ce que le candidat avait souligné dans un entretien pour le Patriote de l'Ariège du 16 septembre : « vendredi 9 septembre, je suis allé à un truc qui s'appelle Produire en France... Moi j'ai dit aux patrons qui étaient là « pour tenir les comptes de vos entreprises, vous êtes assez grands, sinon, ce n'est pas la peine de faire patron. Mais moi je vais vous dire ce dont le pays a besoin. Est-ce que vous êtes capables de prendre votre place là-dedans ? ... Moi je vous donne de la visibilité, je vous donne de la stabilité et de la sécurité. ». Cela fait écho à sa vision d'une transition écologique dont les créations d'emplois résulteraient automatiquement, comme si les gestions et leurs critères n'y étaient pour rien. On demeure dans la tradition devenue obsolète d'un Etat correcteur des désastres sociaux résultant des choix des entreprises.

Ainsi, la question des pouvoirs sur les entreprises et les banques ne fait pas partie des 10 mesures emblématiques de la « France insoumise ». L'exercice de pouvoirs d'intervention nouveaux des travailleurs, à travers leurs comités d'entreprises et les autres institutions représentatives du personnel, tient une place tout à fait marginale dans la définition de la VIème République que les partisans de la « France insoumise » appellent de leurs vœux.

Diverses propositions peuvent pourtant sembler aller dans ce sens, par exemple l'instauration de « nouveaux droits de contrôle aux comités d'entreprise sur les finances de leur entreprise », celle du « droit à un vote de défiance à l'égard des dirigeants d'entreprise ou des projets stratégique », ou encore d'un droit de veto suspensif des comités d'entreprise contre les licenciements économiques. Mais ces dispositions ont toutes comme point commun de se borner à une contestation des décisions patronales. Elles ne comportent pas de droit d'initiative pour imposer la prise en compte de propositions positives des salariés, ni de possibilité institutionnelle d'obtenir le financement de ces propositions par les banques.

Si donc Jean-Luc Mélenchon entend « soumettre le droit de propriété à l'intérêt général », ce n'est pas sur les luttes et sur la conquête de pouvoirs d'intervention par les travailleurs qu'il compte pour y parvenir. Tout son programme est fondé sur la croyance que la toute-puissance de l'État – et particulièrement de son chef – suffirait à obtenir une autre répartition des richesses, sans changer en profondeur le fonctionnement des entreprises et du système financier.

Ainsi, ses propositions en matière de fiscalité des entreprises sont très imprécises. Les outils d'incitation qui figuraient dans L'humain d'abord – modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de la politique de l'entreprise en matière d'emploi, de formation, des salaires ; rétablissement d'une fiscalité locale sur le capital matériel et financier des entreprises – en sont absents. Du coup, la « révolution fiscale » annoncée tend à se résumer à une progressivité plus forte de l'impôt sur le revenu n'excluant pas, au total, un alourdissement de la ponction fiscale sur les couches moyennes et populaires.

De ce point de vue, on peut caractériser ces propositions économiques comme un programme social-démocrate très étatique, encore plus timide que ceux qui ont échoué à plusieurs reprises contre la crise du capitalisme contemporain, en France (1981-1983) comme ailleurs en Europe ou en Amérique latine.

Mais il y a plus grave. Quand on cherche plus profondément quel pourrait être le facteur sur lequel Jean-Luc Mélenchon compte asseoir la crédibilité de son programme, on le trouve : c'est une forme de nationalisme.

Contact : ddurand@pcf.f

Contact

[source FdG Pierre Bénite](#)

